

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE LA PROTECTION DES  
POPULATIONS

ARRETE MODIFICATIF

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

SERVICE PREVENTION DES  
RISQUES ENVIRONNEMENTAUX  
N°IC 2003/7291  
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 9 juillet 2009, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 2000, modifié le 16 avril 2004, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **GARION Jean-Pierre** », l'autorisant à exploiter en LOGUIVY PLOUGRAS au lieu-dit « Beffou » un élevage avicole de 100000 animaux équivalents (*poulets de chair*) ;
- VU la demande présentée le 8 décembre 2008, complétée le 11 décembre 2009, au titre de l'installation classée « GARION Jean-Pierre », sise « Beffou » en LOGUIVY PLOUGRAS, en vue de la mise à jour du plan d'épandage, en annexe d'un élevage avicole autorisé (*100000 animaux-équivalents*), par ajout d'un préteur et prise en compte du phosphore dans le bilan agronomique, en LOGUIVY PLOUGRAS au lieu-dit « Beffou » (Section E n° 361-362-363) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 29 janvier 2010 ;  
VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 26 février 2010 ;  
CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;  
CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;  
CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;  
CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du LEGUER ;  
CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLOUARET, dont le seuil d'obligation de traitement est de 20000 UN et le plafond d'épandage 120 ha ;  
CONSIDERANT que l'exploitation produit 16044 UN et 15318 UP205, mises à la disposition de 5 prêteurs ;  
CONSIDERANT que les charges en phosphore organique sont, respectivement, de 92 UP205/ha, 89 UP205/ha, 88,3 UP205/ha, 89,6 UP205/ha et 88,8 UP205/ha (*prêteurs*) ;  
CONSIDERANT qu'aucun périmètre de protection réglementaire n'est concerné par le plan d'épandage ;  
SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1<sup>ER</sup> -

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2000, modifié, sont modifiées comme suit :

« M. Jean-Pierre GARION est autorisé, au titre de l'installation classée sise au lieu-dit « Beffou » en LOGUIVY PLOUGRAS, à installer et exploiter à la même adresse (section E n° 361-362-363) en LOGUIVY PLOUGRAS, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole d'une capacité maximale de 100000 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit : *100000 volailles de chair (poulets), sous réserve que la rotation des productions sur les poulaillers, permette de limiter la production d'azote à 16044 kg par an.*

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après. »

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les dispositions de l'article 2<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2000, modifié, sont modifiées comme suit :

« L'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement ;

2-1 – *Aménagement des bâtiments* ::

2.1.1 – La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 3700 m<sup>2</sup>

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (*sas, etc...*) y compris celles du lavage éventuel du (des) poulailler(s) entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

## 2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'Euroclasse feu de type D et la couverture des bâtiments en matériaux incombustibles de type A1 ou A2.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (*extincteurs pour feu d'origine électrique*). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.6. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

## 2.3. - Transfert des effluents bruts :

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le repreneur. Sur ce bon sont indiqués :

- a) La date de départ ;
- b) Le type de produit ;
- c) Les quantités enlevées en tonnes et en m3 ;
- d) La dénomination de l'exploitant, son adresse et la parcelle de destination.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.



Si une convention de mise à disposition de terres n'était pas respectée ou renouvelée par les contractants ou rompue, le pétitionnaire devra en informer le service des installations classées et présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation.

#### 2.4. - *Stockage et épandage des effluents bruts.*

2.4.1.- Le stockage au champ doit respecter les règles de distance prévues vis à vis des points d'eau et des habitations. Il est exclu sur des parcelles où l'épandage est interdit ainsi que dans les zones inondables y compris par la remontée de la nappe phréatique, pendant les périodes de forte pluviosité et dans les zones d'infiltration préférentielle (*failles, bétoires*).

2.4.2. - Les zones de stockage doivent être proches des parcelles qui recevront le fumier et leurs emplacements modifiés chaque année. Le retour sur le même emplacement ne devant intervenir que dans un délai de trois ans.

2.4.3. - Le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices.

2.4.4. - La durée de ce stockage ne doit pas dépasser 10 mois.

2.4.5. - Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène ne dépassant pas les besoins des cultures en éléments fertilisants. »

#### ARTICLE 3 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 9 mars 2000 restent inchangées. *Le présent arrêté abroge et remplace la décision préfectorale susvisée du 16 avril 2004.*

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

#### ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 5 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de LOGUIVY PLOUGRAS pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de LOGUIVY PLOUGRAS pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

#### ARTICLE 6 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 7 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de LANNION, le Maire de LOGUIVY PLOUGRAS, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le 30 mars 2010

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Signé : Philippe de Gestas-Lespérourx